Le « séparatisme » ouïgour au xx^e siècle : Histoire et actualité

Témoignage

Artoush KUMUL

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/54>

DOI : 10.4000/cemoti.54

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1998

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Artoush KUMUL, « Le « séparatisme » ouïgour au xx^e siècle : Histoire et actualité », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 25 | 1998, mis en ligne le 09 mai 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/54> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.54>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Le « séparatisme » ouïgour au xx^e siècle : Histoire et actualité

Témoignage

Artoush KUMUL

Il existe peu de sources écrites sur les soulèvements au Xinjiang. La presse chinoise en effet se fait rarement l'écho des troubles mettant en cause la question nationale dans les provinces périphériques, et lorsqu'elle le fait, a tendance à en minimiser l'ampleur. Cet historique a été dressé à partir de témoignages oraux recueillis auprès des réfugiés, et de quelques récits parus dans la presse de la diaspora (notamment la revue *Dogu Türkistan' in Sesi*, dans *Voix du Turkestan Oriental*), croisés dans la mesure du possible avec des sources chinoises et occidentales. Il subsiste une certaine marge d'approximation, notamment dans les chiffres.

F.-J. B.

- 1 Les révoltes qui agitent régulièrement le Turkestan Oriental sont présentées comme des manifestations de « séparatisme », un terme employé aussi pour évoquer la question du Tibet, selon le point de vue du centre. Pour le peuple qui tente d'accéder à l'indépendance, la notion de « mouvement national de libération » serait plus appropriée. Dans le cas du Turkestan Oriental, l'appellation de Xinjiang, littéralement « Nouvelle frontière » en chinois, qui lui a été attribuée en 1884, montre le caractère expansionniste de la politique chinoise dans la région pour qu'on admette que ses habitants conçoivent leur pays comme occupé.
- 2 Dans les années vingt, le Turkestan Oriental était dirigé par un gouverneur chinois, Yang Zengxin, qui y menait une politique indépendante, soumise tout juste formellement au gouvernement central. Zhang Djun dans son ouvrage sur « Le Xinjiang

rebelle durant 40 ans¹ » note que : « bien que de l'extérieur, Yan Zengxin semblât maintenir un lien avec Pékin, il essayait en réalité d'avoir le plus d'autonomie possible ». La discrimination ethnique, l'oppression économique, l'arbitraire politique causaient dans la population ouïgoure un mécontentement croissant. Les manifestations anti-han à l'époque de Yang Zengxin avaient un caractère isolé et spontané, ce qui permettait au pouvoir de les gérer assez facilement. Mais la forme de révolte séparatiste qu'elles prenaient parfois maintenait dans la province une situation tendue. Les années trente furent également marquées par de nouvelles manifestations antichinoises, plus massives.

- 3 Après une série de révoltes et un important soulèvement en 1931 dans la ville de Kumul, le mouvement national de libération ouïgour aboutit à la création d'une République islamique du Turkestan Oriental, proclamée le 12 novembre 1933. Bien que cet Etat n'ait existé que très éphémèrement, son dirigeant Khodja Niyaz Hajji ayant rapidement traité avec le gouverneur chinois, il ne faut pas mésestimer son importance symbolique comme étape de la lutte pour la liberté. Cet épisode a montré l'aspiration des Ouïgours à l'indépendance et a mis dans l'esprit des générations ultérieures l'idée qu'un peuple pouvait avoir le droit de disposer de lui-même. Le pouvoir chinois aidé par l'Union Soviétique, a supprimé la République islamique du Turkestan Oriental et, en 1934, a publié la Déclaration en Neuf points, où, à côté de certaines concessions à la population locale, il était déclaré que le Xinjiang resterait un territoire chinois.
- 4 L'emprise croissante du pouvoir chinois sur le territoire du Turkestan Oriental était mal acceptée par la population, qui mettait à profit toute occasion de se révolter. Des hommes comme Mehmet Emin Bugra et Isa Yusuf Alptekin ont cherché à régler les problèmes en amenant le gouvernement nationaliste chinois à proposer une solution acceptable pour les peuples du Turkestan Oriental.
- 5 En 1944, avec l'aide de l'Union Soviétique, une République du Turkestan Oriental fut proclamée² et elle se maintint quelques années sur un territoire autour de l'Ili détaché de facto de la République chinoise, bien qu'elle n'ait jamais été qu'un Etat-marionnette manipulé par l'Union Soviétique. Dès l'arrivée au pouvoir des communistes chinois en 1949, cette République fut réunie à la Chine.
- 6 Les dirigeants ouïgours choisirent de s'exiler avec leurs partisans. Mais quelques poches de résistance s'organisèrent dans la région de Kumul où, au début 1950, une armée populaire anti-communiste fut créée et tint le maquis pendant deux ans. Un autre maquis dit « de Kalibek » du nom de son chef, comptant plus de 2 000 combattants, se forma dans les montagnes près d'Ürümchi. Le combat armé le plus important fut celui mené par le chef kazakh Osman Batur avec 20 000 hommes, jusqu'en 1952 lorsque, fait prisonnier, il fut exécuté. Une révolte des campagnes fit l'objet en 1953 d'une répression à grande échelle menée par Wang Chen.
- 7 La formation en 1955 de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang ne diminua pas l'aspiration des Ouïgours à l'indépendance. En 1957, le plenum du Comité Central du Parti communiste chinois se transforma en un véritable procès des cadres nationaux, au cours duquel fut formulée la requête de changer le nom du Xinjiang en « République Ouïgoure », ce que les maoïstes taxèrent de « forme objective de manifestation du nationalisme local, ayant pour objectif le démembrement de la Chine ». Ces déclarations provoquèrent des réactions populaires qui entraînèrent elles-mêmes des répressions : les années 1956-59, marquées par la grande révolte du Tibet, le furent également par des troubles de même nature au Xinjiang.

- 8 Les arrestations massives révélèrent l'existence de deux partis organisés : le Parti du peuple du Turkestan Oriental (Sarki Türkistan Halk Partisi) et le Parti de l'Islam du Turkestan Oriental (Sarki Türkistan Islam Partisi). Le Parti du Peuple a été à l'origine d'un plan de mutinerie des unités de cavalerie de l'armée nationale, basées à Ulunbay, plan déjoué en 1957 par une arrestation massive d'officiers indigènes. Il mena par la suite les principaux soulèvements, comme ceux de 1962. En 1969, ce parti comptait 78 sous-sections et était implanté dans 12 régions et 22 villes du Turkestan Oriental. Son programme politique ouvertement anti-communiste et anti-chinois, l'organisation de ses activités, sa coopération avec des forces intérieures et extérieures, sa stratégie de guérilla en faisait la principale force de résistance organisée. Il a subsisté jusqu'à l'époque actuelle, malgré les nombreuses vagues d'arrestations qui le privent périodiquement de ses dirigeants.
- 9 Il existait aussi des imprimeries clandestines qui publièrent des textes tels que Bagimsiz Dogu Türkistan'in Anayasasi (Constitution du Turkestan Oriental Indépendant), Gençlere Çağrı (Appel aux jeunes), Birlesmis Milletler'e Arz (Requête aux Nations Unies).
- 10 Les années de la Révolution Culturelle, particulièrement mal vécue au Xinjiang, connurent une série de troubles. Les populations locales et surtout les Ouïgours cherchèrent par tous les moyens à quitter le territoire pour échapper aux difficultés et aux persécutions. Les Ouïgours et les Kazakhs de la région de l'Ili fuirent vers l'Union Soviétique. Des émeutes sanglantes se produisirent en 1962, lorsque les autorités chinoises se mirent à refuser d'accorder des permis de sortie à ceux qui voulaient franchir la frontière. Pendant plusieurs années, la situation resta tendue aux abords de la frontière avec le Kazakhstan, où l'armée chinoise avait dégagé un no-man's land de 30 kms pour empêcher les passages.
- 11 En juin 1969, le démantèlement d'un plan du Parti du Peuple entraîna une répression et des purges sur tout le territoire. En 1970, le pouvoir chinois attestait que "... comme auparavant, il existe un groupe d'ennemis de classe qui manifestent contre les comités révolutionnaires et contre l'Armée populaire de Libération". En février 1978, dans plusieurs districts de la région eurent lieu des manifestations armées de la population locale contre l'oppression du pouvoir chinois³.
- 12 En 1980, les discours des dirigeants chinois et la presse attiraient l'attention sur le nécessité d'apporter de l'aide aux peuples non-Han dans la construction politique, économique et culturelle, de respecter leurs droits et intérêts, de régler les frictions entre Han et non-Han. Il était reconnu que la « juste direction » de la question nationale avait été transgressée par les actions de la « Bande des quatre » et de Lin Biao. Des critiques étaient adressées aux cadres Han pour leur ignorance des particularités locales⁴.
- 13 Mais parallèlement, le lynchage d'un écrivain nationaliste, Ablimit Mesud, déclencha des manifestations de rues à Ürümqi et la situation politique intérieure dans la Région autonome s'aggrava. Des émeutes se produisirent à Kashgar et Aksu en 1980, à Kashgar de nouveau l'année suivante et à Yecheng en 1982.
- 14 L'une des causes du mécontentement populaire était le rôle dominant des Han dans l'administration locale. Aussi, lorsque du 10 au 19 août 1981, Deng Xiaoping effectua un voyage d'inspection à Tourfan et à Ürümqi, le parti de la région fut réorganisé et reçut à sa tête comme premier secrétaire un homme qui avait travaillé 20 ans dans la Région

autonome et était supposé avoir un bon contact avec les représentants locaux. Au XII^e congrès du Parti communiste, Hu Yaobang déclara que pour un pays aussi multinational que la Chine, « l'union nationale, l'égalité nationale et la prospérité commune de toutes les nationalités représentaient un problème important qui touchait le sort de l'Etat même ». Il prôna la lutte contre le chauvinisme grand-Han et contre le nationalisme local. Les media de la RPC attirèrent particulièrement l'attention sur de soi-disant querelles nationales dans la Région autonome entre octobre 1981 et mars 1982.

- 15 A Kashgar en octobre 1981, une affaire semblable à celle d'Ablimit Mesud troubla tout le Xinjiang⁵ et amena la presse chinoise à reconnaître l'existence de « certains problèmes provoqués par des causes historiques, mais aussi par un nombre très insignifiant de mauvaises gens et d'éléments contre-révolutionnaires hostiles à l'unité de la patrie et au régime socialiste, et qui utilisent les points faibles pour mener toutes sortes d'activités subversives et semer des querelles entre Han et non-Han »⁶. Quelques mois plus tôt à Kashgar, des jeunes gens membres du Parti de l'Islam qui avaient attaqué le bâtiment de la Sûreté, avaient, lors de leur arrestation, été trouvés en possession de nombreuses armes.
- 16 Le caractère particulièrement explosif de la situation au début de cette décennie a amené le gouvernement chinois à prendre des mesures concrètes. Une campagne de formation des cadres « de toutes les nationalités » du Xinjiang sur la politique nationale de la Chine dans l'esprit du marxisme-léninisme a été lancée parallèlement à un mouvement populaire pour le respect de l'unité nationale.
- 17 Dans un discours prononcé à Ürümchi, Hu Yaobang a souligné que « celui qui cause du tort à l'unité commet une grande erreur politique » et la presse de la RPC a exigé que soit fourni au peuple « un enseignement clair par la critique des mots et des actions qui portent atteinte à l'unité de la patrie et à l'entente entre les nationalités ».
- 18 Avec la censure qui s'est abattue sur le Xinjiang à la suite de ces mesures, la situation a paru s'apaiser jusqu'à ce que l'agitation reprenne, dans les universités cette fois. Les premiers signes de la demande de démocratisation en Chine se sont fait sentir au Xinjiang, chez les jeunes « instruits » han envoyés dans la région lors de la Révolution culturelle et qui, en avril 1985, commencèrent à manifester pour obtenir le droit de rentrer à Pékin. Non seulement au Xinjiang mais dans l'ensemble de la Chine, un mouvement démocratique s'amorça chez les étudiants. A la fin de l'année, dans les universités du Xinjiang fut lancé le mouvement dit « du 12 décembre » : un millier d'étudiants manifestèrent devant le quartier général du gouvernement à Ürümchi pour demander, entre autres, l'arrêt des essais nucléaires à Lop-Nor. Dans ces années-là, se formèrent dans les universités plusieurs associations qui diffusaient des idées à la fois nationalistes et démocratiques : l'Association culturelle et scientifique des étudiants, l'Association « Tanridagh », présente dans cinq universités, l'« Association des Jeunes du Turkestan Oriental », etc.
- 19 Résurgence du mouvement du 12 décembre, une grande marche sur Ürümchi fut organisée le 15 juin 1988 par les « Jeunes du Turkestan Oriental » et 14 000 étudiants y participèrent. Le mouvement démocratique avait alors atteint en Chine une certaine maturité. Une autre marche fut organisée, l'année suivante, par les étudiants de l'université islamique d'Ürümchi contre la publication d'un livre sur les « Us et coutumes sexuelles musulmanes » jugé insultant pour l'Islam. Des musulmans de toutes

les nationalités, participèrent à ces manifestations⁷, mais ce sont surtout les Ouïgours qui furent victimes de la répression la plus sévère.

- 20 En 1990, avec l'insurrection de Baren, le mouvement national ouïgour abandonna l'aspect intellectuel, citoyen et non-violent qu'il avait revêtu pendant la décennie des années quatre-vingt pour renouer avec la tradition des révoltes paysannes. Au nord-ouest de Kashgar, dans le district d'Artush de la région autonome kirghize, 2000 fermiers du village de Baren se révoltèrent sous la direction du chef local du Parti de l'Islam Zeydin Yussuf. Les combats durèrent quatre jours et les insurgés, qui étaient parvenus à s'enfuir du village assiégé, furent poursuivis dans la montagne par des hélicoptères. On compta une vingtaine de morts. Grâce au progrès des moyens de communication, toute la population du Xinjiang fut informée de cet événement et eut connaissance du programme du Parti Islamique du Turkestan Oriental. La brutalité de la répression qui s'abattit sur les habitants de Baren a beaucoup choqué l'opinion publique et poussé vers l'action directe ceux qui préféraient précédemment les moyens démocratiques. Les attentats à la bombe se sont d'ailleurs multipliés à cette époque. Il y en a eu plus de 200 entre 1987 et 1990, dirigés surtout contre les bâtiments officiels, ainsi les bureaux du contrôle des naissances. En 1993, on a compté plus de 17 explosions de bombes dans la seule ville de Kashgar. En 1994 trois grosses explosions se sont produites à Aksu.
- 21 En 1996, la Chine lança une grande opération de lutte contre la criminalité qui se traduisit au Xinjiang par une campagne de perquisitions et d'arrestations. En fait, la vraie nature de cette opération était politique. La diaspora ouïgoure a mis par la suite en circulation une résolution votée par le Comité central du Parti en mars 1996, consistant en un programme en 10 points pour le « maintien de la stabilité au Xinjiang »⁸, prévoyant des purges dans les instances gouvernementales, le contrôle des activités religieuses, l'interdiction des échanges scolaires avec d'autres pays et l'usage de moyens de pression sur les Etats abritant la diaspora. Plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées et quelques dizaines exécutées en mai. Ce qui inquiéta le plus les autorités fut la découverte de caches d'armes assez importantes, prouvant l'existence de réseaux organisés. D'autre part, l'imam de la mosquée de Kashgar, Khorun Khoja, réputé pour son loyalisme au régime communiste et président de l'association islamique du Xinjiang, fut victime d'une tentative d'assassinat ce même mois de mai. En juin, des partisans ouïgours attaquèrent une colonne de véhicules chinois dans le désert du Taklamakan⁹. Le Xinjiang renoua avec son agitation endémique et c'est à peine si le calme eut le temps de revenir entre ces événements et ceux de Kulja. Ces derniers représentent la résurgence d'un mouvement qui avait été enterré deux années auparavant, mais qui s'était poursuivi dans la clandestinité, le mouvement populaire des meshrep.
- 22 Ce mouvement a commencé en 1994. Les meshrep étaient des réunions dans les villages, rassemblant 30 à 40 personnes qui venaient discuter de la défense de la culture et des traditions nationales, mais jamais de politique. Le mouvement eut beaucoup de succès et se répandait dans toute la Région autonome. Il y eut bientôt près de 400 meshrep. Une assemblée générale se tint et des assemblées régionales se réunirent, qui montrèrent la force du mouvement et le nombre des participants. Le gouvernement prit peur et les meshrep furent interdits en août 1995. Certains des orateurs les plus marquants furent arrêtés, tel Halil Mescit qui a fait une grève de la faim et a été finalement relâché, à la suite de manifestations en sa faveur.

- 23 En février 1997 à Kulja, durant le Ramadan, les policiers chinois ont estimé que certains iftar (cérémonies de rupture du jeûne) ressemblaient trop à ces meshrep interdits et ont voulu les empêcher. Ils ont arrêté de nouveau les leaders des meshrep¹⁰. Il y a eu des résistances, des morts, dont les funérailles ont provoqué des émeutes. Cette montée de la violence a causé une centaine de morts. La répression a été dure, se soldant par des dizaines de milliers d'arrestations, et la réaction à la répression ne l'a pas été moins, car elle est passée par le terrorisme. Le 25 février, trois bombes explosèrent dans un autobus à Ürümqi, faisant 9 morts et 74 blessés. Le 7 mars, c'est à Pékin qu'explosait une bombe, attentat revendiqué depuis le Kazakhstan par une organisation indépendantiste ouïgoure au nom improbable¹¹. L'hypothèse d'une initiative ouïgoure consacrant le passage au terrorisme hors du territoire n'est pas à rejeter, mais il faut aussi prendre en compte l'éventualité d'une provocation chinoise visant, après la mort de Deng Xiaoping, à ressouder l'unité du pays en face d'une menace commune.
- 24 Il faut remarquer pour finir que l'information sur les troubles au Xinjiang a longtemps été très difficile à obtenir. Quand un soulèvement se produit dans une ville ou un village, tout le district est bloqué et interdit d'accès. Les journalistes étrangers se voient refuser l'entrée de la Région autonome. Aujourd'hui, le développement des moyens de communication rend plus difficile cette politique de black-out. La demande d'information de la part de la communauté internationale a conduit le gouvernement du Xinjiang à s'expliquer sur le soulèvement de Baren. Par la suite les Ouïgours ont commencé à essayer de médiatiser eux-mêmes les événements en se servant de la diaspora comme relais et comme caisse de résonance. De cette façon, les émeutes de Kulja ont été révélées presque aussitôt avec abondance de précision. Il est de plus en plus difficile pour le gouvernement de maintenir, à l'intérieur comme à l'extérieur, la fiction d'une stabilité au Xinjiang.

NOTES

1. Zhang Dejun, *Sishinian dongluan Xinjiang* ("Le Xinjiang rebelle durant quarante ans"), Hong Kong, The Asia Publishing House, 1956.
2. Linda BENSON, *The Ili Rebellion*, New York, M.E. Sharpe, 1990.
3. *La République populaire de Chine en 1978*, Moscou, 1984, p.80.
4. *Renmin Ribao*, 09/09/1980.
5. *Renmin Ribao*, 14/01/1982 : un Han de la jeunesse "instruite" a tué un Ouïgour dans la rue, après quoi les "mauvaises gens", "en excitant les masses", ont organisé une manifestation, le corps de la victime a été promené dans les rues de la ville, beaucoup de Han ont été blessés et deux ont été tués.
6. *Renmin Ribao*, 17/04/1982.
7. Dru C. Gladney qualifie cet épisode de "Salman Rushdie Like Protest" - cf Dru C. Gladney, "Transnational Islam and Uighur National Identity", *Central Asian Survey*, XI (1992), n°3, pp. 1-21.

8. Resolution of the Standing Committee of the Political Bureau of the Central Committee of the Communist Party of the Republic of China concerning "Maintenance of Stability in Xinjiang", *Doğu Türkistan'ın Sesi* (Voix du Turkestan Oriental) n°53, 1997, pp33-37.
9. Francis Deron, "Pékin est à nouveau confronté au malaise des provinces périphériques", *Le Monde*, 29/05/1996.
- R. Franklin, "La Djihad des Ouïgours contre Pékin", *Libération*, 12/07/96.
10. J.-B. Naudet, "Quand la Chine écrasa la révolte des Ouïghours du Xinjiang", *Le Monde*, 23/05/1997.
11. J. Leclerc du Sablon, "Les Ouïghours frappent à Pékin", *Le Figaro*, 30/03/1997.
- J.-B. Naudet, "Quand la Chine écrasa la révolte des Ouïghours du Xinjiang", *Le Monde*, 23/05/1997.